

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

entretien
avec Lévitine (p. 5-6)

les erreurs du pouvoir

M 2242 - 406 - 7 F · DU 6 JUIN AU 19 JUIN 1984 · 14ème année - N° 406 - 7 F



l'église au sein de la société

En l'espace d'un mois, cinq hebdomadaires consacrent un dossier au catholicisme. Nouveau et intéressant.

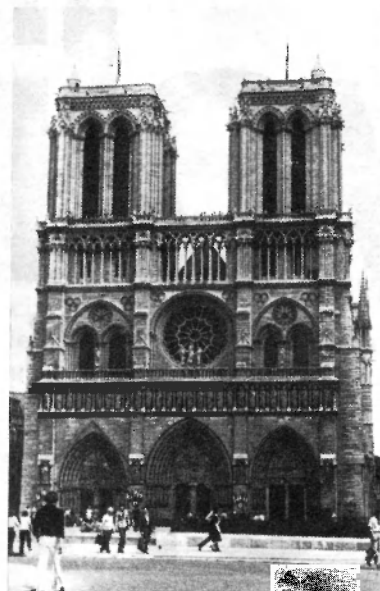
La religion catholique ne s'inscrit plus dans notre quotidien, le bon sens en convient et les chiffres le confirment : 15% seulement des Français assistent régulièrement à l'office dominical et le clergé ne parvient pas à assurer la relève. Et si l'impression n'était qu'apparence ? Et s'il fallait procéder à une autre lecture des sondages ? Que cinq hebdomadaires, de tendances diverses, se penchent presque simultanément, et avec soin, sur l'Eglise, son Pasteur, ses fidèles, négligeant les affaires du sexe ou la préparation des vacances d'été, sujets très prisés à l'ordinaire, voilà qui ne laisse pas indifférent. 15% de « pratiquants », le pourcentage représente tout de même cinq millions de personnes, qui partagent la même foi et communient dans la même espérance. Cinq millions, qui dit mieux ? semble lancer René Rémond dans un dossier très complet de « L'Express » (11 - 17 mai).

« Il n'y a aucune autre organisation, politique, syndicale, professionnelle ou autre qui puisse rassembler à un tel rythme autant d'individus sans qu'ils y soient amenés par quelque contrainte ou poussés par quelque intérêt. »

Ne pas oublier non plus que 80% de la population s'affirme catholique, même si cette identité ne se rattache à aucune dévotion particulière.

L'Eglise, qui n'embauchait plus depuis longtemps, au grand dam de Mgr Marty, donne quelques signes de renaissance. La sève coule à nouveau, pour qui sait observer. Le « Figaro-magazine » (19 mai) publie une enquête-reportage sur les 120 évêques de France et leurs ouailles les plus ferventes :

« La tendance générale est à la chute de la foi chrétienne mais le séminaire de Rennes, pour la première fois depuis des années, compte aujourd'hui vingt-deux séminaristes (contre quatre il y a deux ans). Mais, par milliers, des jeunes ingénieurs, médecins, infirmiers, employés, créent, dans les villes, de petites communautés charismatiques. Certes, la messe traditionnelle du dimanche n'a plus ses habitués. Mais jamais l'on n'avait vu les églises et les cathédrales aussi pleines que ce printemps pour les offices de la semaine sainte... »



Le réveil de la querelle scolaire a montré le rôle médiateur décisif que peut tenir l'Eglise dans les conflits qui agitent la société civile. On a constaté à cette malheureuse occasion la puissance mobilisatrice dont est capable l'enseignement catholique, avec des manifestations à l'ampleur jamais vue depuis 1968. Les Princes de l'Eglise exercent diversement leur présence dans les drames de l'époque : Mgr Schmitt célèbre Pâques à Rombas, au cœur de la Lorraine en crise, et porte la souffrance et les espoirs des générations sacrifiées, Mgr Thomas prêche la non-violence dans la Corse déchirée et devient le réconciliateur reconnu par tous, Mgr Elchinger se bat en Alsace pour le droit à l'ouverture d'une mosquée et Mgr Etchegaray travaille à l'insertion des immigrés marseillais. Remond conduit plus loin la réflexion : l'après-guerre a vu l'Eglise de France renoncer à une présence explicite dans la société et les institutions, se repliant sur le mouvement associatif, marquée qu'elle était par un passé de compromissions avec les forces politiques et les puissances d'argent.

« Depuis peu se dessinent les signes avant-coureurs d'un renversement de tendance : il semble que l'Eglise se préoccupe de renouer des relations avec les pouvoirs publics (...). Plus fondamentalement, l'Eglise s'interroge sur les moyens de conserver ou de recouvrer une visibilité dans la société. Elle s'estime investie d'une mission dont l'étendue débord le cercle des seuls fidèles et qui la qualifie pour porter des jugements sur toute question qui implique des éléments éthiques. C'est dans cette perspective que les évêques ont accepté de pa-

tronner et de présider les cinq grands rassemblements organisés par l'enseignement catholique. »

Le pouvoir politique accredité à sa façon le rôle éminent de l'Eglise dans la société, en acceptant de négocier avec une force qui n'a plus d'existence reconnue depuis trois quarts de siècle. Les évêques assument pleinement leur fonction politique, au sens où l'entend le cardinal Lustiger : « La noblesse de la politique est de savoir prendre en compte les problèmes éthiques ». Rien de commun, on s'en doute, avec la médiocrité politique ou l'idéologie pâteuse et brutale. Le Conseil permanent de l'épiscopat a ainsi abordé les problèmes de défense, à travers le texte « Gagner la paix », et s'est affronté aux conséquences sociales de la crise, dans « Pour de nouveaux modes de vie ». Il engage actuellement une réflexion autour de « la pratique chrétienne de l'économie ». Dernièrement, ce sont les questions suscitées par les immigrés qui ont amené l'Eglise à se déterminer, allant jusqu'à conseiller le droit de vote pour ces « Français en devenir ».

Cette mutation de l'Eglise catholique à l'égard de la société, un homme y a largement contribué : Jean-Marie Aron Lustiger, qui devint le premier des évêques de France. Peut-on parler d'une pensée Jean-Paul II, comme on parlait il y a quelques années de « pensée Mao-Tsé-Toung » ? « Valeurs Actuelles » (30 avril-6 mai), le suggère, mais en évoquant le Saint-Père pour mieux parler de Jean-Marie Lustiger. Les deux hommes sont du même roc.

« La manière d'agir du cardinal se rapproche de celle du Saint-Père. Héritiers du concile Vatican II, ils se gardent du progressisme comme du traditionalisme. Leurs convictions sont ancrées dans les Ecritures. L'un et l'autre se reconnaissent très marqués par l'Evangile de Jean. Leur ennemi commun : l'esprit de caste. »

Ce patron de l'épiscopat, qui ne ressent « pas bien » le phénomène Le Pen, qui affirme être aussi le pasteur du troisième français que rejette Giscard (« Deux Français sur trois »), cet homme-là qui occupe si bien les médias séduit les intellectuels. Le catholicisme devient l'engagement en vogue dans l'intelligentsia. « Le Nouvel Observateur » (4-10 mai) se fait l'interprète de cet engouement, en posant tout de go, à travers un test : « Croyez-vous en

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse
.....
.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Dieu ?». Plus sérieusement, il est vrai que les chercheurs réintroduisent le judéo-christianisme dans leur problématique :

« Livres et revues spécialisées se multiplient qui témoignent du retour de l'interrogation religieuse dans le mouvement psychanalytique en France (...) Les hypothèses sur les raisons de son retour dans la chapelle freudienne abondent : les traumatismes de la dernière guerre, qui ont poussé le judaïsme à s'interroger sur ses racines... La crise de l'Eglise et du marxisme, qui a gommé la virulence du combat contre les idoles et permis un retour plus serein au sacré (...) De plus, en s'intéressant non seulement aux névroses mais à « la Folie, ce délire d'absolu », la psychanalyse a été amené à s'interroger sur le mysticisme. Enfin, les découvertes récentes de la biologie (bébés-éprouvette, insémination artificielle, mères donneuses...) bouleverse les notions de père, de mère, de masculin, de féminin. Il devient alors tentant de relire l'histoire du sacrifice d'Isaac, des filles de Loth, de la naissance du Christ d'une femme qui n'a pas couché avec un homme... »

Seules « Les Nouvelles » (10-16 mai) se démarquent de la presse hebdomadaire en faisant dans l'anticléricalisme de papa. Sous la plume de Cavanna, et dans ce même magazine, c'est au moins bien trouvé et rigolo. Mais les articles ici en question lassent par leur mauvaise foi (sans jeu de mots) :

« Le pape est sévère, rabat-joie, bigot, sectaire, bref, tellement réacs qu'en comparaison Pie XII aurait l'air d'un gauchiste chevelu. »

Contester la société de consommation, dénoncer l'emprise de la science sur les esprits, considérer le chômage comme une dégradation de l'homme, reconnaître la légitimité des syndicats sous tout régime, lutter pour les droits de l'homme par la non-violence, refuser Yalta et l'hégémonie des blocs, condamner la course aux armements, avertir du péril nucléaire, est-ce particulièrement réactionnaire ? Pas claire, l'argumentation des « Nouvelles ». Au point que certaines phrases ironiques prennent des allures de compliments : « On dirait que ce pape colossal a trop lu Maurice Clavel ».

Au fait, le pape, combien de divisions ?

Emmanuel MOUSSET

européennes : de l'indifférence à l'indifférenciation

Simone et Lionel sont dans un bateau. Georges tombe à l'eau. Qu'est-ce qui reste ? Les revanchards de tout poil répondront Jean-Marie, les déçus de toute obédience, Brice... Peu importe, de toute manière les grands perdants des prochaines élections européennes seront une nouvelle fois les citoyens des pays qui composent la Communauté.

Les élections à quel que niveau que ce soit (régional, national, voire européen) devraient être délégation de pouvoir et non accaparement. En effet, dans un système démocratique digne de ce nom il doit y avoir démarche du citoyen vers l'élu (et non l'inverse) qui est dès lors mandaté pour le représenter auprès d'une instance supérieure (d'où la nécessité de pou-



voir le révoquer, mais il s'agit là d'un autre débat). Aujourd'hui l'élection n'est qu'une vaste supercherie, caricature de démocratie où des hommes et des femmes plus ou moins honnêtes désignés par un état-major se donnent en spectacle à la radio, à la télé et sous des chapiteaux (quand ce sont des vedettes), des préaux d'écoles (quand il s'agit de seconds rôles) essayant de convaincre les citoyens avec des arguments fallacieux pour mieux s'emparer de leurs pouvoirs.

L'actuelle campagne pour les élections européennes qui nous fait assister une nouvelle fois à un affrontement droite-gauche d'une part et à un déballage d'in-

jectives d'autre part est révélatrice d'un tel état de fait. Toute préoccupation communautaire est absente des débats. Mais peut-être, est-ce simplement parce qu'il n'y a ni préoccupation, ni communauté européennes. Le véritable enjeu disparaît pour faire place à la polémique. Certes au cours des joutes télévisées, chaque intervenant consacre cinq minutes à l'Europe mais uniquement au début de l'émission, pour justifier sa présence devant les caméras et les spectateurs, et se donner bonne conscience. Ensuite, il parle de tout autre chose : des élections passées, des élections futures, de l'héritage de la droite; du bilan de la gauche; de la présence de M. Hersant au côté de M. Mitterrand à la FGDS dans les années 60, de la présence du même Hersant sur la liste d'Union de l'opposition; de la querelle scolaire... Tous les candidats sont pour « une relance de la construction européenne (...) pour une Europe forte dans une France debout » et c'est Pons qui, sur TF1, a su le mieux en rendre compte. Tous se déclarent être d'ardents défenseurs des libertés : la gauche se vantant d'avoir supprimé la peine de mort et les Tribunaux d'exception (Jospin sur A 2); la droite accusant la gauche « de bafouer la démocratie sur un plan essentiel : l'enseignement » (Veil à Rennes). Tous voient dans l'Europe un exutoire de leurs ambitions déçues et dans ce domaine c'est Marchais qui a décroché la timbale l'autre soir sur TF1 en exposant les quatre objec-

tifs du P.C.F. Selon lui, « l'Europe doit d'abord contribuer à résoudre le problème de l'emploi, elle doit ensuite être un facteur de progrès social puis développer sa coopération avec les pays en voie de développement et enfin jouer un rôle primordial dans le domaine de la paix. » Dernière citation qui met en évidence l'indifférenciation des arguments utilisés par la classe politique française - dans la mesure où toutes ces déclarations sont interchangeables -, nous la devons à l'« écologiste » Brice Lalonde : « Ne soyons pas naïfs, l'Europe ne peut être à la fois indépendante et dénucléarisée »



(...) l'économie européenne doit être compétitive. Nous sommes pour la productivité. Sans commentaire !

Seul note positive de cette campagne, le discours prononcé le jeudi 24 mai à Strasbourg par le président de la République qui bien que critiquable a au moins le mérite de ramener le débat sur le terrain politique. Mais n'est-ce pas sa position qui l'y oblige ?

En définitive chaque liste mène campagne non pas pour l'Europe (autour d'un projet rassembleur) mais contre la liste adverse en utilisant des arguments de plus en plus racoleurs, susceptibles de toucher un électeurat de plus en plus indifférent; d'où l'étrange ressemblance des propos tenus de part et d'autre.

Patrice LE ROUÉ

(1) Cf les envolées de Chirac au grand jury RTL-Le Monde contre la liste Le Pen et celles de Jospin contre la liste ERE (Entente Radicale Ecologiste) de Lalonde, Stirn et Doublin.



avoir raison quoi qu'il advienne

La récente publication des chiffres «décevants» du commerce extérieur, pour le mois d'avril 1984, confirme la dégradation qui s'opère depuis le début de l'année.

1983 avait vu s'imposer progressivement le succès apparent de la «politique Delors» dans ce domaine. Elle consistait notamment à profiter du début de reprise qui se manifestait dans certains pays développés; les exportations prenant le relai d'une consommation bridée par les effets de la rigueur pour préserver un niveau d'activité acceptable.

De fait, en 1983, le déficit de la balance commerciale (qui concerne les échanges de marchandises) a été réduit de moitié par rapport à l'année précédente, passant de 93 à 43 milliards de francs. La balance des paiements (qui, outre les marchandises, comprend les échanges de services et les mouvements de capitaux) s'était considérablement améliorée lors des trois derniers trimestres de l'an passé. Nous avons écrit dans «Royaliste» que ces résultats étaient fragiles. En effet, certains éléments purement conjoncturels les favorisaient : destockage de produits pétroliers, ventes exceptionnelles de céréales, dépréciation du franc (si toutefois, celle-ci peut-être considérée comme ponctuelle).

Dès le premier trimestre de 1984, la balance des paiements courants enregistrait à nouveau un déficit de 15 milliards de francs, après avoir été excédentaire au cours des 3 derniers mois de 1983. Déjà la détérioration du commerce des marchandises, ainsi que le paiement des intérêts sur les emprunts contractés à l'extérieur, pesaient lourdement. Les chiffres, récemment publiés pour avril 1984, confirment les craintes suscitées par ceux du premier ministre. Pour ce seul mois d'avril, le déficit des échanges s'élève à 4,4 milliards de francs. Depuis le début de l'année, celui de la balance commerciale se monte à 17,3 milliards de francs; alors que l'on prévoyait officiellement 20 à 25 milliards sur l'ensemble de l'année et que, pour la loi de Finance, on avait retenu un déficit de 7 milliards de francs.

Il est inquiétant de constater que nous assistons à un fléchissement des exportations, malgré la bonne situation de l'Allemagne, et que le déficit croît vis à vis de la CEE considérée dans son ensemble. Or la France aurait besoin de dégager un excédent du commerce des marchandises, pour rembourser les emprunts contractés sans s'endetter à nouveau.

Certes, les prévisions sont délicates et on ne peut tirer de conclusions hâtives. L'INSEE doit cependant regretter d'avoir écrit imprudemment dans une note publiée le 26 avril : «Au printemps 1984, l'environnement international est le plus favorable que la France ait connu depuis 1979». Cet organisme doit également se repentir d'avoir prévu une progression des exportations et une réduction du déficit extérieur.

M. Delors, qui compte «aviser» si mai et juin demeurent au niveau d'avril, indique (mais était-ce nécessaire ?) que «ce n'est pas un bon résultat»; le ministère du Commerce extérieur, paraphrasant M. Jobert et ses adjectifs naguère remarqués, le qualifie de «décevant». Et d'ajouter que ce résultat «justifie amplement le maintien des strictes disciplines collectives (admirez les termes !) mises en œuvre en mai 1983».

Autrement dit, quoi qu'il advienne, les résultats, bons ou mauvais, confortent l'équipe en place dans ses choix de politique économique. Cela rappelle furieusement le fatalisme giscardien, selon lequel il n'y avait «pas d'autre politique possible». Cette mâle assurance est-elle uniquement destinée à l'opinion publique; ou bien les ministres directement concernés y croient-ils vraiment ?

En matière d'économie, le refrain d'une opérette célèbre nous revient irrésistiblement en mémoire : «c'était pas la peine, assurément, de changer de gouvernement».

Pierre CARINI

un appel de lévitine krasnov

A l'heure de la mobilisation de la conscience occidentale en faveur des Sakharov, nous avons demandé à l'un de ses amis, Krasnov Lévitine, de répondre à nos questions. C'est l'occasion pour lui de lancer un appel à la même mobilisation pour Gleb Yakounine.

● **Royaliste** : Lors de votre discours, le 21 mai, à la manifestation en faveur de Sakharov, vous avez témoigné de votre amitié avec lui. Dans quelles circonstances l'avez-vous connu ?

K. Lévitine : Cela fait 13 ans que je connais Sakharov. C'est au cours de mon procès le 19 mai 1971 à Moscou que je l'ai vu pour la première fois. Je ne connaissais personne dans la salle d'audience. Contrastant avec les têtes hostiles des kagébistes, j'ai perçu une tête lumineuse, très différentes des autres. C'était un homme très modestement vêtu. Il n'avait même pas de lacets à ses chaussures. Il resta là douze heures durant, sans parler. Il revint à chaque séance de mon procès, et à la dernière, lorsque j'eus fini ma plaidoirie, il s'approcha de moi et me fit un signe d'encouragement.

Je me suis alors dit que ce ne pouvait être que Sakharov, l'Académicien trois fois Prix Staline. Malgré ses interventions écoutées auprès du Présidium du Soviet Suprême, je fus condamné à 4 ans de camp.

C'est à ma libération que je devins l'ami de Sakharov.

● **Royaliste** : Comment Sakharov est-il perçu en URSS par les scientifiques ?

K. Lévitine : Je pense qu'ils sont tous de son côté.

● **Royaliste** : ... et par le peuple ?

K. Lévitine : Il est très populaire et aimé des ouvriers et des paysans. Malgré les attaques dont il est l'objet par les technocrates du Parti, Sakharov est très aimé par la majorité du pays. Parce que Sakharov,

contrairement à Soljenitsyne, n'est pas un dissident «politique», mais un grand humaniste. On pourrait le comparer à Tolstoï ou Gandhi.

Je ne connais personne qui, aujourd'hui, ait l'ampleur de Sakharov. Même Soljenitsyne, car c'est un écrivain trop politique et conservateur. Sakharov n'a pas non plus d'équivalent en Occident. Peut-être pourrions-nous faire un rapprochement, à une autre échelle, avec Zola défendant Dreyfus. Sakharov a le même comportement en URSS. Et contrairement à Walesa, soutenu par le peuple polonais et l'Eglise catholique, Sakharov est entièrement seul, car on a peur de l'aider.

Sakharov est aristocrate d'esprit. Malgré ses nombreuses décorations prestigieuses et sa supériorité intellectuelle, il reste très modeste et simple avec tous ceux

KRASNOV LEVITINE

Né en 1915, Krasnov Lévitine est un écrivain, philosophe, dissident soviétique. Professeur de littérature il s'est vu interdire d'exercer.

Il a été arrêté une fois en 1949 (7 ans de Goulag), une autre fois, le 12 septembre 1969 pour «violation de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat» et pour «activité antisoviétique».

Vers la fin des années 60 il a été l'un des fondateurs du premier mouvement de défense des droits de l'homme en URSS (le «Groupe Initiative de Défense des Droits Civiques»).

Auteur d'une douzaine d'ouvrages, dont une Histoire de l'Eglise du Renouveau (en 3 volumes) et de nombreux articles dans le journal du Patriarcat de Moscou.

Ayant quitté l'URSS en 1975, il réside en Suisse. De passage à Paris, il a pris la parole au cours de la manifestation du 21 mai devant l'ambassade d'URSS en faveur de Sakharov.



Lévitine

qu'il rencontre. C'est un être essentiellement disponible au service des autres. Lorsque j'étais prisonnier et que je n'étais pas encore son ami, je lui ait très souvent adressé des prisonniers qui venaient d'être libérés, étaient complètement démunis et désespérés. Sakharov n'a jamais refusé de leur accorder son aide.

● Royaliste : Pensez-vous que des manifestations comme celle de lundi dernier peuvent aider Sakharov ?

K. Lévitine : Oui, c'est extrêmement important. Beaucoup de petites actions peuvent faire remuer le monde. Il faut manifester, en parler dans la presse... c'est capital !

● Royaliste : Vous êtes écrivain. Quel genre d'œuvres avez-vous écrit ?

K. Lévitine : J'ai écrit des livres de théologie. J'ai écrit l'histoire complète de l'Eglise russe depuis la Révolution d'octobre. J'ai aussi écrit un certain nombre d'essais sociologiques, théologico-philosophiques.

● Royaliste : Et à quel courant de pensée vous rattachez-vous ?

K. Lévitine : Je suis Hegélien pour ce qui est de la compréhension du sens de l'histoire, mais, en tant que chrétien, je ne suis pas d'accord avec Hegel qui est panthéiste.

Je me sens plus proche du philosophe et théologien Soloviev dont j'ai été l'élève à 15 ans. Soloviev écrivait que chaque chrétien a pour tâche de construire le royaume de Dieu sur la terre. Je suis pour l'unification des chrétiens, à commencer par l'Eglise

catholique et l'Eglise orthodoxe. Mais je ne suis pas œcuménique car je trouve l'œcuménisme trop laïque.

g. yakounine : le sakharov des croyants

Pourtant, je ne crois pas au dogme de l'infailibilité du Pape. L'histoire de l'Eglise montre la fausseté de ce dogme. Je pense que le Sacrement est plus important que la Parole de Dieu.

Enfin je suis socialiste, car je respecte fondamentalement l'Evangile.

● Royaliste : Pouvez-vous nous décrire la condition actuelle de l'Eglise en URSS ?

K. Lévitine : L'Eglise est l'esclave de l'Etat. Avant la Révolution l'Eglise était aussi l'esclave du Pouvoir, mais c'était un pouvoir chrétien. Aujourd'hui l'Etat nomme les prêtres, du Patriarche aux diacres, dirige le Synode...

● Royaliste : Existe-t-il une Eglise parallèle ?

K. Lévitine : Oui, mais elle est très réduite et se cache dans les catacombes. Elle est composée de vieilles personnes, à tendance conservatrice, monarchique, antisémite.

● Royaliste : Le nombre de croyants en URSS va-t-il en diminuant ou en augmentant ?

K. Lévitine : Il y a de plus en plus de croyants en URSS et un grand mouvement de la Jeunesse qui s'intéresse de plus en plus à la religion. Il y a maintenant beaucoup de fils de communistes et même de kagébistes baptisés. La jeunesse ouvrière s'oriente généralement vers les sectes. Parce que l'état d'esprit des sectes est plus simple à comprendre. Les étudiants, eux, ont lu Dostoïevski, ce qui les pousse à rejoindre la religion orthodoxe.

Il y a deux tendances dans la population en URSS : celle qui prêche encore une idéologie marxiste qui n'intéresse plus personne, c'est la tendance de la classe moyenne (les petits bourgeois, qui se contentent de l'idéologie officielle) et une deuxième tendance qui voit deux grands mouvements se rejoindre dans l'Eglise : celui des classes les plus basses (ouvriers, paysans) et celui des intellectuels. On assiste d'autre part

« Comité chrétien pour la défense des droits des croyants en URSS » par le Père orthodoxe Gleb Yakounine, grand ami de Sakharov.

Gleb est mon neveu. Il a été arrêté il y a six ans parce qu'il avait fondé ce Comité, et condamné à 6 ans de camp plus 5 ans d'exil en Sibérie. L'exil consiste à envoyer quelqu'un dans un petit village au fond de la Sibérie, sans argent ni travail, et la population ayant été montée auparavant contre lui, comme contre un criminel. C'est pire que le camp.

Yakounine représente pour les croyants d'URSS ce que Sakharov représente pour toutes les victimes du système en général.

En novembre 84, Yakounine aura normalement purgé sa peine de camp. Mais depuis 1983 existe une loi autorisant le Goulag à garder un prisonnier au-delà de son temps de prison, sans jugement, pour un quelconque prétexte.

Si nous n'intervenons pas avant cette date, Yakounine sera recondamné et restera en camp, avant d'aller 5 ans en exil. Son état de santé est aujourd'hui des plus graves. Il a en plus une femme et trois enfants.

Il faut informer le plus de gens possible. De passage à Paris, j'en ai parlé au cardinal Lustiger, à Pierre Maurois, je pense alerter le Patriarche de Moscou, celui de Constantinople, en parler à Jean-Paul II, avertir l'Eglise protestante, la reine d'Angleterre en tant que chef de l'Eglise angli-



Les églises soviétiques sont fréquentées par les très vieux et les très jeunes...

somols, c'est une majorité passive, ceux qui font le plus de bruit sont les jeunes chrétiens.

● Royaliste : la situation des chrétiens est-elle plus facile qu'il y a quelques années ?

K. Lévitine : Au contraire. La situation s'aggrave. En décembre 1976 était fondé à Moscou le

cane, ainsi que Mère Térésa, l'Eglise polonaise, écrire à Tchernenko. Je lance un appel urgent, afin que de plus en plus de personnes parlent, écrivent, et manifestent pour que Yakounine ne soit pas recondamné au Goulag.

propos recueillis
par Olivier LESPES

pourquoi le racisme ?

Grâce à Françoise Gaspard, nous avons analysé la réalité de l'immigration et démonté les idées reçues qui alimentent l'actuelle campagne xénophobe («Royaliste» 404). Puis en compagnie de Nicolas Druz, nous nous sommes penchés sur une communauté particulière - celle des Chinois de France - qui est en train de s'insérer dans la collectivité nationale (N° 405). Poursuivant cette enquête, il nous faut maintenant étudier les mentalités et les idéologies, récentes ou anciennes, qui suscitent ou inspirent l'antisémitisme et le racisme renaissants. Car il ne s'agit pas «seulement» de xénophobie...

Nous le savons bien : ce sont moins les étrangers en tant que tels qui sont visés aujourd'hui, que les hommes et les femmes venus de certains pays ou de certaines nations. Moins les Noirs que les Arabes, moins les Chinois que les Turcs (souvent pris pour des Arabes parce qu'ils sont musulmans). Question de peau, question de race, c'est ce que l'on recommence à croire et à dire. Et nous voyons remonter, parallèlement, des sentiments antisémites que l'on croyait sinon disparus, du moins enfouis à jamais. Les thèmes du début du siècle réapparaissent dans certains discours, et même dans les interventions de certains auditeurs de la radio.

Judiciaires ou morales, les condamnations ne suffisent pas. Pour combattre la renaissance du racisme et de l'antisémitisme, il faut commencer par s'interroger sur leurs causes, qui ne tiennent pas à une conjoncture économique, ni à un pays déterminé. D'où la nécessité de regarder la face sombre ou franchement noire de l'Occident.

«L'INVENTION» DU RACISME

L'histoire de l'Occident en effet puisque, selon une thèse récente, c'est l'Occident tout entier, dès son origine, qui serait coupable d'intolérance, en raison de l'angoisse métaphysique qu'il éprouverait en pressentant qu'il n'est rien. D'où l'incessante critique qu'il adresserait à lui-même, et le besoin permanent qu'il aurait de détruire l'Autre : «il ne supporte

pas que l'Autre soit en face de lui, parce qu'il sait que lui-même il n'est rien. Qu'il a perdu toute particularité. Qu'il n'est pas une culture puisqu'il a choisi d'être universel.» (1)

Sans entrer dans le débat autour de cette vision tragique, et certainement excessive, d'une pensée occidentale qui n'a négligé ni le particulier, ni les médiations, il importe de souligner que la thèse d'un racisme antique ou plus tard chrétien n'a guère de fondements. Les esclaves, les métèques et plus tard les Juifs ne constituent pas des catégories biologiques de sous-hommes et leur statut dans la hiérarchie sociale, ou leur originalité par rapport aux concepts polythéistes et plus tard chrétiens, ne les retranchent pas du genre humain.

LE PREMIER ANTISEMITISME

Il y a pourtant, à partir de l'ère chrétienne, le fait incontournable de l'antisémitisme (2) conçu et pratiqué par les dignitaires de l'Eglise, par les princes et par les peuples, dans tous les pays de l'Europe chrétienne, du 9^{ème} siècle à nos jours. Après la polémique religieuse, vient le temps des massacres et des expulsions : premiers massacres autour de l'an mil parce que les Juifs sont accusés d'avoir fait détruire le Saint-Sépulcre; puis massacre perpétrés au moment de la première Croisade à Spire, à Worms, à Mayence, à Cologne, à Prague et dans d'autres villes pendant le printemps et l'été

1096. Désormais chaque prédication de Croisade entraînera les mêmes excès, tandis que la propagande antisémite se développe à travers toute l'Europe. Les mesures discriminatoires suivront : en 1215, le IV^{ème} Concile de Latran décide que les Juifs «se distingueront des autres peuples par leurs vêtements» (mais pas eux seulement : Sarazins, hérétiques, lépreux et prostituées devront aussi être «distingués»). Appliquant les décisions de l'Eglise, les rois de France imposeront aux Juifs le port de la rouelle. La rouelle aussi en Italie et en Espagne, et des chapeaux de couleur en Allemagne et en Pologne. Puis viendra le temps des expulsions de France et d'Espagne.

Quelles sont les causes de cet antisémitisme médiéval ? L'analyse des textes et l'étude des réactions politiques montrent qu'elles sont essentiellement religieuses. Ainsi la diatribe d'Innocent III qui résume le jugement de l'Eglise catholique : «Dieu a fait de Caïn un errant et un fugitif sur terre, mais il a mis sa marque sur lui, faisant trembler sa tête, afin qu'il ne soit pas tué. De même les Juifs contre lesquels crie le sang du Christ, bien qu'ils ne doivent pas être tués, afin que le peuple chrétien n'oublie pas la Loi de Dieu, doivent rester des errants sur la terre, jusqu'à ce que leurs cœurs se remplissent de honte, et qu'ils cherchent le nom de Jésus-Christ Notre Seigneur». Ainsi, l'édit d'expulsion décrété par les «rois catholiques» Ferdinand et Isabelle en 1492 au terme de la «Reconquista» : «... nous avons été informés par les inquisiteurs, et par d'autres personnes, que le commerce des Juifs avec les Chrétiens entraîne les maux les pires (...). En conséquence notre sainte foi catholique se trouve avilie et abaissée. Nous sommes donc arrivés à la conclusion que le seul moyen efficace pour mettre fin à ces maux consiste dans la rupture de toute relation entre Juifs et Chré-

tiens, et ceci ne peut être atteint que par leur expulsion de notre royaume».

Aucune connotation raciste dans ces textes qui dénoncent un «peuple déicide» et une religion concurrente. Les Juifs n'y sont pas regardés comme des sous-hommes, mais comme les membres d'un peuple maudit par Dieu, qui peut être sauvé lorsqu'il aura reconnu la divinité du Christ. Cette conception inspire les Mystères qui décrivent la Passion du Christ provoquée par les Juifs, et influe très profondément sur les sentiments de la population chrétien-



Le Juif errant, prototype du réprouvé

ne, qui ne voit dans les Juifs que les tourmenteurs et les meurtriers du Christ. Ils n'en deviennent que plus facilement des boucs émissaires lorsque surviennent les grandes catastrophes - ainsi la peste noire, qui provoqua de nombreux massacres (3).

Passées les époques de grande foi et le temps des grandes peurs, l'antisémitisme continua de marquer la pensée et les attitudes occidentales. Ni la Réforme, ni le siècle des Lumières (4) ne le feront disparaître et la plupart des traditions intellectuelles et politiques continueront de manifester de la méfiance, du mépris ou de la haine à l'égard des Juifs. Luther, mais aussi Voltaire, Kant, Hegel et Marx, les socialistes comme le droite traditionaliste - et notamment les chrétiens de «La Croix» au début de notre siècle (5). Permanence d'une très sombre tradition, certes, mais le racisme sera autre chose.

Ce racisme que l'on ne trouve pas dans le premier antisémitisme, peut-on le repérer dans le regard que l'Occident porte sur les autres



catégories de réprouvés qui sont victimes, comme les Juifs, de discriminations et d'exclusions ?

LES RÉPROUVÉS

Il est vrai que l'Antiquité a réservé un statut inférieur aux «métèques» et aux esclaves, et l'Europe chrétienne aux «cagots» (6) et aux «sauvages» après la découverte de l'Amérique. Mais cette situation d'infériorité choquante ne découle pas d'une conception biologique qui prétendrait établir, une fois pour toutes, une ou plusieurs races et sous-races. Dans l'Athènes classique, les «métèques» (ceux qui habitent avec) ont moins de droits que les citoyens mais n'en sont pas totalement dépourvus : ils peuvent servir dans l'armée, acquérir des biens mobiliers, participer aux fêtes religieuses. «Notre cité, dit Périclès, est accessible à tous les hommes, aucune loi n'en écarte les étrangers ni ne les prive de l'enseignement et des spectacles qui se donnent chez nous.» Quant aux esclaves, Aristote dit clairement qu'ils le deviennent pas la loi, en raison de la guerre et des nécessités économiques, sans que la nature y soit pour quelque chose. Et Platon le sait bien, qui est vendu comme esclave pour avoir déplu à Denys de Syracuse. Les esclaves qui ne jouissent d'aucun droit, font cependant partie de la famille et sont ensevelis avec elle. Enfin, ils peuvent être émancipés, ce qui montre bien que leur condition inférieure est due à un statut juridique et non à la nature.

Fortement antisémite, l'Europe chrétienne ne serait-elle pas déjà raciste dans son attitude à l'égard des sauvages et des cagots ? Les récits de Christophe Colomb montrent au contraire qu'il considère les sauvages comme pleinement hommes, leur infériorité découlant d'une ignorance de la culture européenne. Quant aux cagots, qui sont considérés comme des descendants de lépreux portant encore, sans le savoir ni le manifester, une maladie héréditaire, ils sont effectivement exclus de la communauté sans pour autant constituer une race à part. Hommes «malades», craints et méprisés, ils ont un statut à part, qui ne les retranche cependant pas de la chrétienté, et qu'ils perdront par affranchissement.

L'Europe chrétienne n'est pas raciste. Elle connaît des différences religieuses et culturelles, impose en fonction de celles-ci des

discriminations, exclut parfois certains groupes de ses communautés, mais pas du genre humain. Pourtant, cette Europe n'est pas totalement exempte du fantasme raciste qui s'affirmera plus tard.

Dans un pays, et dans un seul, une attitude typiquement raciste s'affirme à l'encontre des conceptions théologiques et culturelles dominantes. Comme le montre Léon Poliakov (7), c'est en Espagne que l'on saisit «avec une netteté particulière le passage de la haine confessionnelle à la haine raciale. C'est en vain que les souverains pontifes du temps et les prélats espagnols sensés mettaient en garde contre les atteintes à l'universalisme chrétien; c'est en vain que le pape Nicolas V, dans sa bulle *Humani generis inimicus*, et l'évêque Alonso de Cartagena, dans sa *Défense de l'unité chrétienne*, rappelaient que la rédemption est également ouverte à toutes les âmes humaines. Que peuvent les théologiens contre les passions ?»

LA «PURETÉ DU SANG»

Pendant plusieurs siècles, l'Espagne va être en effet obsédée par le concept bien peu chrétien de la «pureté du sang» (*limpieza de sangre*) qui entend marquer une différence, effectivement raciale, entre les Vieux Chrétiens (les «vrais») et les Nouveaux Chrétiens, descendant de Juifs convertis au catholicisme. Etablie à Tolède en 1449, cette nouvelle forme de ségrégation prend force de loi au milieu du 16ème siècle, avec Charles Quint. Désormais, il faudra établir, par le moyen d'enquêtes généalogiques, sa «non-appartenance à la race juive» pour être admis dans certains emplois et dans les ordres religieux (seul Ignace de Loyola refusera cette loi). La preuve était d'autant plus difficile à établir que rien ne permettait de distinguer un homme de «sang pur» d'un «converso». D'où un climat social épouvantable : calomnies, dénonciations, procès et vaines recherches généalogiques plongeront les Espagnols dans une angoisse permanente. Cette obsession de la «pureté du sang» fut la cause principale du déclin de l'Espagne, puisque les Vieux Chrétiens refusèrent de se livrer à des activités commerciales ou artisanales qui pouvaient jeter la suspicion sur leurs origines. S

Si particulier à l'Espagne, le fantasme de la «limpieza de sangre» fait apparaître la cause pro-

fonde du racisme moderne : ce n'est pas la peur de l'Autre qui engendre les discriminations et les persécutions, mais au contraire la peur du même. C'est parce que rien ne distingue un cagot des autres membres de la communauté qu'il faut inventer des preuves «médicales» de sa singularité. C'est parce que rien ne distingue un Vieux Chrétien d'un Nouveau qu'il faut chercher à établir une fantasmagorie de différence de sang.

Avec l'Espagne, nous sortons de l'antisémitisme religieux et de la mécanique du bouc émissaire. L'exclusion et la persécution se fondent sur d'autres critères, contre lesquels il n'y a plus de recours dès lors qu'ils sont acceptés. Il n'y a pas de salut possible pour les bannis, puisqu'ils le sont par nature. En ce sens, l'Espagne, si archaïque apparemment, est moderne dans la mesure où elle subit déjà l'épreuve de l'indifférenciation.

Cette longue histoire, jalonnée d'exclusions, de persécutions et de massacres insoutenables, semble se clore avec le siècle des Lumières. Ne se situe-t-elle pas tout entière dans cette «nuit du Moyen Age» que l'Espagne a plus longtemps que les autres prolongée ? De fait, le 18ème siècle permet l'émancipation des Juifs et proclame l'égalité entre les hommes. L'antisémitisme religieux survivra encore un bon siècle avant de disparaître. Aux Etats-Unis, l'esclavage sera aboli. Triomphe du progrès, de la raison, de la liberté...

Pourtant la théorie raciste naît en même temps que la modernité et se développe avec elle avant d'engendrer la pratique exterminatrice que l'on sait. C'est ce paradoxe qu'il nous faudra tenter d'éclairer.

(à suivre)

B. LA RICHARDAIS

(1) Christian Delacampagne - *L'invention du racisme* - Fayard.

(2) Léon Poliakov - *Histoire de l'antisémitisme* - nlle édition en deux tomes, Poche-Pluriel.

Bernard Lazare - *L'antisémitisme, son histoire et ses causes* - Editions de la différence, cf «Royaliste» 357, p. 8.

(3) Cf René Girard - *Le Bouc émissaire* - (grasset).

(4) Pierre Pluchon - *Nègres et Juifs au XVIIIe siècle, ou le racisme au siècle des Lumières* - Tallendier.

(5) Cf. Pierre Sorlin - «La Croix» et les Juifs - Grasset.

(6) Cagot, terme béarnais pour désigner les «lépreux blancs», catégorie de gens rejetés comme des lépreux pour des raisons mythiques, de la fin du Moyen Age jusqu'au XVIIIe siècle.

(7) Léon Poliakov, op. cit.

le maurras de pierre boutang.

(I) le philosophe

La difficulté que le philosophe a éprouvée à reconnaître le continent Maurras, le critique plus modestement la redécouvre s'il veut donner une idée point trop inexacte du prodigieux livre de Pierre Boutang.

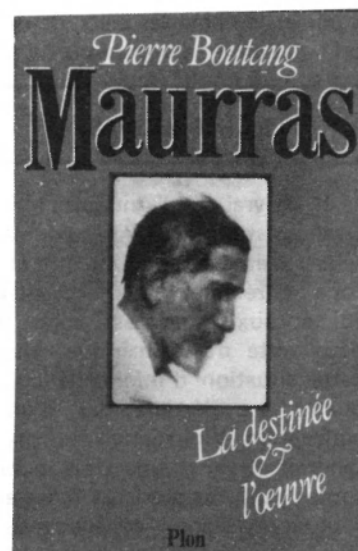
Un continent, qui devrait être ordonné comme un jardin à la française mais qui est devenu pour beaucoup terre inconnue, forêt vierge, ou même lieu interdit marqué d'une sorte de malédiction. Mais du coup, quelle chance de découverte, quel champ de perpétuel étonnement ! Boutang donne immédiatement au lecteur le sentiment qu'il ne croyait pas si bien dire et qu'il ira de surprise en surprise. La malédiction ? Une réaction comme celle de Marc Beigbeder montre assez que le procès est prêt à rebondir et qu'un héritage plein de fureur, de colère (plus que de haine) ne peut faire si facilement la paix des anciens adversaires. Mais n'anticipons pas. Avant de parvenir au terme, à ce qui demeure pour beaucoup sujet de scandale, il y a l'œuvre et l'ébauche puis l'essor d'une destinée.

La tâche d'une biographie est laissée aux «horribles travailleurs» de l'avenir, mais il ne fait aucun doute que les historiens qui auront à faire le récit de quatre vingt quatre années d'une vie débordante trouveront ici lumière et secours. L'indispensable correspondance avec Mgr Penon, pour la première fois vraiment «exploitée», permet de comprendre ce qu'il y a de plus secret et de plus essentiel dans ce qui est d'abord un itinéraire spirituel. Rien de moins positiviste que ce penseur dont on s'acharne avec d'autant plus d'assurance qu'on le méconnaît, à faire le disciple direct de Comte. Métaphysicien du début à la fin, voué à débusquer la vérité du monde et de l'être, frappé dès le départ par quelque monstrueux mystère d'iniquité au cœur de la nature et pourtant plus que nul

autre persuadé que «nous courrons à l'amour parce que nous en venons».

Quelqu'un avait déjà cité un passage d'une lettre à Mgr Penon, mais en occultant son sens faute de le comprendre et de le référer à l'impasse philosophique qui ouvre à l'immense interrogation : «*J'ai traqué la vérité, je la trouve enfin dans son repaire. Elle est immonde, atroce. Qu'y puis-je, et puis-je la nier, si je la sens qui me déchire et qui me fait pleurer?*». C'est le repaire qui intrigue évidemment Boutang. Or, il ne s'agit pas ici de quelque vérité solipsiste, caressée dans une âme romantique, mais d'une interrogation sans complaisance sur le mal et la souffrance universelle : «*une loi de souffrance régit d'un bout à l'autre la chaîne des êtres vivants, et pour qui réfléchit bien la matière elle-même y est soumise*». Plus loin, dans la même lettre : «*de l'espace entier on peut dire qu'il est le lieu des douleurs indéfiniment prolongées dans le temps. Il sort de là, un bien, un ordre, j'y consens. Mais ce bien n'est senti que par l'infinie minorité des existences qui souffrent, par l'humanité. Nous payons fort cher le droit à cette contemplation...*» Schopenhauer qu'il va lire avec une certaine attention fait système de ce mal universel. Maurras ne s'y laissera pas tout à fait prendre, quoiqu'un conte du *Chemin de Paradis*. Eucher de l'Île reprenne deux vers de Michel Ange dont on pourrait faire toute une morale : «*Oh! ne l'éveillez pas. Ne pas voir, ne pas sentir lui est une grande grâce.*»

Mais le jeune homme est trop honnête pour oublier l'âme de



bien, le miracle de l'ordre. Il lui faudra du temps pour dénouer complètement le sens de l'irréductible dualité. Bernanos, dans *Nous autres Français* rappelait quelle étrange «diablerie» latine figurait en tête de l'*Enquête sur la Monarchie*, et dont un poème de la *Musique intérieure* reprend la substance :

«Essence pire que le Pire
«Et meilleure que le Meilleur
«Quelle est la langue qui peut dire
«Les deux abîmes de ton cœur.»

Bernanos avait tort sur le moment de ne voir là que la fantaisie d'un vieil écolier qui veut terroriser ses bons maîtres de collège. Pour Maurras il s'agissait dans le plein feu du combat politique où il s'engageait comme on entre en religion, de marquer malgré tout la suprême inquiétude ou incertitude de son esprit. Voilà qui aurait dû en faire réfléchir plus d'un. Quoi, cet être buté dans ses raisons, «murié dans ses certitudes» avouait dans un coin de page son trouble infini, le tremblement de sa pensée ? Mais une fatalité aveugle a voulu que cette pensée qui n'aimait que la lumière, engendra aussi des équivoques fondamentales et des contresens colossaux. Ainsi, on voulait que Maurras eut toujours été l'ennemi mortel de l'infini. Il avait certes écrit dans *Le chemin de Paradis* : «*Le sentiment de l'Infini ! Rien que ces sons absurdes et ces formes honteuses devraient induire à la belle notion du fini*». Il fallait avoir la tête philosophique bien faible et tout ignorer de l'analogie pour établir la moindre relation entre cet infini là et Dieu. C'est ce à quoi, on s'employa pourtant gaillardement.

Or s'il y a une question métaphysique de Dieu, elle est au-delà de cette opposition du fini et de l'infini. Elle est du côté de la cause de la composition de l'être. Pierre Boutang établit un parallèle évident entre la pensée de Maurras sur ce point et le Philèbe. Un

texte de 1944 fait en tout cas justice du contre-sens : «*S'il faut du divin pour combler un cœur d'homme, cela tient à cette large inhérence, à cette avidité sans fond qui tient elle-même à la constitution essentielle de l'humanité et peut-être à la matière primordiale de tout. Le tort des philosophes boches qui invoquent sans cesse cet indéfini, cet illimité, cet irrassasié, est de les installer à la cime du monde, aux pics de la sagesse, de la moralité et de la pensée, au lieu et place du Fini et du Parfait*».

Reste que pour le jeune philosophe de 1885, l'épaisse ténèbre du doute rend impossible une résolution supérieure de l'infernale opposition des contraires. Et là où il est, au degré de connaissance où il s'est établi, il est tentant de faire un système, ou du moins un traité du vivre et du mourir. Maurras inscrira ce projet dans un petit traité resté inédit et qui a pour titre «*La merveille du monde*». Pour vivre il y a la nécessité d'un «optimisme provisoire». Leibniz sur fond de Schopenhauer ? A ce moment il pose qu'il faut être nihiliste en métaphysique, et il écarte aussi bien le Dieu unique que le dualisme manichéen. Etrange nihilisme qui se révèle d'une fécondité remarquable et qui explique tout ce qui suivra, qui laisse place au Bien et à la Beauté, et qui met surtout en évidence une indestructible exigence ontologique. Il n'est pas jusqu'au mystère du mal qui dans la nuit n'appelle une réponse qui n'appartient pas à l'être mais à la Croix : «*Le monde entier, lisait-on dans Anthinèa, serait moins bon s'il comportait un moins grand nombre d'hosties mystérieuses amenées en sacrifice à sa perfection*». Telle est la vérité saisie dans son repaire, qui est sans doute atroce, à moins d'être reconnue d'un autre ordre qu'il faudrait pouvoir nommer.

Mais pour y accéder, il fallait autre chose que la santé de l'intelligence, une véritable intercession qui se prolonge et dure, même à travers l'hypothèse du nihilisme. A l'âge d'homme, «à l'heure où fut clairement rouvert le domaine de l'enfance», après la mort de la mère et du frère aîné, Maurras écrit et publie ses *Quatre nuits de Provence*, document autobiographique de premier ordre, sur lequel Boutang écrit quelques unes de ses plus belles pages. J'en retiens surtout son commentaire sur l'*enthousiasme*, la première des nuits : «*Il y a là huit pages d'une beauté tendue, presque impossible, car nous savons le déchirement qu'elles préparent; et aussi, je vais le prouver, l'esquisse d'un dialogue de Platon dont le Socrate ivre-vivant eût été l'enfant de moins de six ans qui éprouve, met en jeu le principe de plaisir, et à travers lui ce père qui va mourir, et qui est à la source de ses joies*».

«vous avez dit belgique ? »

C'est Noël. Sophie la servante au grand cœur a versé quelques gouttes de muscat à l'enfant qui va écouter la conversation de ses parents, en état d'extase. Cette conversation tourne autour du nouveau curé-doyen de Martignes qui paraît au Père bien jeune et enthousiaste : « Dis, qu'est-ce que c'est qu'enthousiaste, papa ? » De là surgit toute une réponse paternelle, admirable déjà, théologique. La mère, « telle Diotime prend le relais » : « elle parlait de la bonté qui animait l'homme de bien, par exemple un bon prêtre mène si haut et si loin qu'il en perd de vue les petits morceaux de boue de la terre ». Et Maurras continue : « les termes figurés m'auraient laissé perplexe si l'accent de la voix ne m'eût fasciné, d'autant mieux que les gestes des mains, dont elle accompagnait l'admirable éclair de ses yeux, semblaient verser comme eux des pointes de belle lumière ». Et encore : « les lentes arabesques dessinées sur le mur par le mouvement musical des mains de ma mère s'échappaient et se déliaient en spirales légères qui me soulevaient vers elles, plus haut que le toit des maisons, la cime des collines, des clochers et des tours. Ainsi me sentais-je ravi au rendez-vous supérieur de toutes les merveilles entendues, lues et peintes que j'appellais tout bas le ciel : beau ciel qui tantôt se brisait contre le plafond de la salle, tantôt le perçait et l'ouvrait pour laisser voir la Vierge habillée de rayons qui donnait le sein au petit Jésus : notre jeune curé était agenouillé devant elle, et toute la paroisse derrière lui. »

Les universaux fantastiques, commente Pierre Boutang, pénètrent également le monde païen et le monde chrétien. Maurras cependant sera porté à sentir le dialogue de l'enthousiasme plus selon les formes du platonisme que celles du christianisme. « Entre Diotime et son discours final du Banquet et les paroles de sa mère ce soir de Noël, Maurras ne verra très longtemps que peu de différence ». Cela explique en partie l'extrême durée d'un débat intérieur qui ne se dénouera que tout à la fin. Mais pour comprendre la philosophie du martégai, il importe de bien mettre en perspective tout ce qui conspire à l'accomplissement, à travers les étapes d'une des pensées les plus complexes et les plus exigeantes du XX^{ème} siècle. Il fallait pour l'établir le face à face Maurras-Boutang qui, osons le dire, constitue désormais la postface indispensable de l'œuvre du premier. Indispensable parce que, la seule à restituer l'unité de l'œuvre et de la destinée.

(à suivre)

Gérard LECLERC

Pierre Boutang - Maurras, la destinée et l'œuvre - Plon. Prix franco 135 F.

C'est sous ce titre provocateur, suivi de « Petit discours insolent sur nous-mêmes » que Claude de Groulart fait paraître aux éditions Pierre-Marcel Favre un livre fort intéressant, préfacé par Philippe de Saint-Robert.

Claude de Groulart est en 1935 à Bruxelles. Journaliste et homme politique, il est militant du FDF (Front Démocratique des Francophones). Son livre, comme le titre l'indique, est constitué de deux parties. Dans la première, nous découvrirons les vues du général de Gaulle sur la Belgique. Si le « Vive le Québec libre » est encore présent dans toutes les mémoires, son attitude vis à vis de notre voisin du Nord est peu connue. Elle rappelle celle qu'il adopta notamment à propos du Val d'Aoste, lors de l'effondrement du régime fasciste italien (1); à savoir : un grand pragmatisme (la volonté de ne pas compromettre la France sur la scène internationale) qui n'exclut pas de saisir toute occasion qui se présenterait d'agrandir le pré-carré avec le consentement des populations concernées. Au mouvement de résistance « Wallonie libre », qui réclame dès 1941 le rattachement à la France, de Gaulle fait répondre en 1944 : « pas question d'encourager le démembrement de la Belgique ». Pourtant, Claude de Groulart nous révèle que, 25 ans après la Libération, le Général, recevant Robert Liénard, lui déclare : « Je connais la Wallonie aussi bien et peut-être mieux que le Québec. Comment pourrais-je y être indifférent ? Je suis né sur ses bords, j'y ai fait des séjours qui m'ont laissé des souvenirs durables. C'est vous dire que je partage toutes vos inquiétudes quant à son avenir. Cette région est une des plus vieilles d'Europe. L'âge moyen de ses habitants est élevé. Le gouvernement belge n'a voulu pratiquer aucune politique démographique (je me souviens de l'intervention de Sauvy), lorsque cette politique était encore possible. Dans les vingt ans qui viennent, le déséquilibre entre les représentants flamands et wallons sera bien plus grave encore qu'aujourd'hui. La situation économique va décliner rapidement à la pre-

mière secousse de la sidérurgie. Les charbonnages : c'est déjà fini. Seule une intervention énergique de l'Etat peut encore redresser cette situation. Mais l'Etat belge n'en aura ni l'intention, ni la volonté. C'est votre drame d'appartenir à un Etat qui assistera impassible à votre déclin. C'est une manière de faire place à d'autres. C'est une tradition historique germanique d'occuper les terrains en friche.

Que peut la France ? Toute intervention de sa part, si modeste soit-elle, serait immédiatement soulignée, amplifiée surtout, par les notables francophones de votre pays qui ne manqueraient pas d'évoquer l'impérialisme français, notre volonté hégémonique et tout le reste ! Nous soulèverions des tempêtes à l'intérieur du Marché commun auprès duquel les autorités belges se donneraient une image d'agressés ou même de martyrs. Déjà maintenant ils ne s'en privent pas ! La France ne peut donc courir ce risque. Nos relations avec nos voisins sont bonnes. Nous ne pouvons les compromettre. Je regrette de devoir vous le dire : « Chaque peuple ne peut se redresser que par lui-même. »

J'ai pourtant la conviction que seule leur prise en charge par un pays comme la France peut assurer l'avenir à vos trois à quatre millions de Wallons. »

Dans la seconde partie, le « Petit discours insolent... », Claude de Groulart nous expose, dans un style de polémique brillant ses vues sur une « identité belge » dont il nie la réalité. La classe politique et les notables wallons ne sont pas épargnés.

Qu'on en juge : « Nous avons déjà vu trop d'ardeurs confisquées par ces eunuques hors d'âges, gardiens du sérail politique où l'hymne des convictions sincères entamé d'une voix mâle se mue soudain en cantilène fluette à la gloire d'un fromage. O magie du coup

de ciseaux presque indolore donné par les mains ridées mais toujours expertes de ces faiseuses d'anges, IV Gistes de l'idéal ! »

Mais l'auteur ne se contente pas de ces phrases vengeresses. Il tente d'analyser ce que l'on pourrait appeler le mal Wallon : « Nous nous définissons par l'absurde... nous sommes BDQI : Belges Délimités de Qualité Inférieure » ; et encore : « le mal est notre non-affirmation, qui procède de l'incertitude où nous sommes de notre identité vraie ». Claude de Groulart fait allusion à cet accident de l'histoire (1815) qui empêcha les Wallons de demeurer français. Selon lui, ils sont seuls à croire encore à une Belgique mythique qui dissimule leur déclin. En face d'eux se dresse désormais une Flandre dominatrice, dépourvue de tout sentiment de solidarité nationale qui draine l'essentiel des capitaux et des investissements. Pour l'auteur, l'Etat « belgo-flamand » soustrait à des Wallons le plus souvent passifs et désunis les moyens de leur redressement économique et politique.

Claude de Groulart ne demande pas le rattachement de la Wallonie à la France. Il constate d'ailleurs que cette idée compte peu de partisans de chaque côté de la frontière. Mais lorsqu'il écrit : « la tâche de « proposer » nous incombe... c'est à nous de parler et d'annoncer la couleur et il est permis de penser qu'il songe, à long terme, à une solution de ce genre. A condition que l'initiative vienne du peuple wallon.

En tant que français, il nous est plus difficile qu'à d'autres, sous peine d'être taxés d'« impérialisme » et d'« annexionisme » d'émettre un jugement sur les problèmes soulevés par Claude de Groulart. Néanmoins, nous ne pouvons rester indifférents aux destinées d'un peuple wallon qui nous est si proche par la langue et par l'histoire.

Alain SOLARI

Claude de Groulart - « Vous avez dit Belgique ? » -

(1) Voir à ce sujet le très intéressant ouvrage de Marc Lengereau : « Le général de Gaulle, la Vallée d'Aoste et la frontière italienne des Alpes », édité en 1980 au Musumeci à Aoste.

le comte de clermont en louisiane

En 1682, Cavalier de la Salle prenait possession de la Louisiane au nom de Louis XIV. Trois siècles plus tard, elle a su se souvenir des pages françaises de son histoire...

Pages françaises et presque entièrement royales puisque la Louisiane fut remise aux Etats-Unis d'Amérique en 1803. En commémorant ce tricentenaire par une exposition sur «Louis XIV et le Nouveau Monde», cela ne pouvait être oublié.

A l'invitation de l'Etat de Louisiane, Mgr le comte de Clermont, qui représentait le chef de la Maison de France, a présidé le dîner officiel qui réunissait, avant l'inauguration de l'exposition, M. Labarrère, représentant le Président de la République, le duc d'Orléans, M. Jean Favier, directeur des Archives de France, M. Pierre Lemoine, Inspecteur général des Musées, le comte de Germiny,

représentant des Français de Guyane, M. Mac Donald, directeur des musées de la Nouvelle Orléans, et de nombreuses autres personnalités.

Le Dauphin de France a pu constater l'attachement très touchant de la population de Louisiane, de toutes classes et de toutes origines, à notre pays. Dans une déclaration à la télévision, le comte de Clermont a souligné que «la monarchie (n'était) ni à droite ni à gauche mais au-dessus des partis» et qu'elle représentait «le sens du sacré dans la communauté vivante d'un pays». Parce que la Famille royale et la France «se trouvent confondues dans la même histoire», et parce que cette



histoire se poursuit, le comte de Clermont a profité de sa présence aux Etats-Unis pour étudier les questions économiques et notamment les perspectives d'exportation qui pourraient s'ouvrir pour les entreprises françaises.

Pressé de questions sur l'évolution de la situation politique dans notre pays, le comte de Clermont a déclaré que, depuis l'étranger, il ne pouvait porter aucun jugement, positif ou négatif, et réaffirmé le souci qu'il avait de la nation tout entière.

lui de Francesco Carpanelli pour sa modération et la justesse de son point de vue). Je ne reviendrais pas sur les détails (1), mais sachez que les deux lignes politiques ne purent s'accorder et que ce fut la scission. Désastreuse pour l'UMI qui a quasiment disparu du paysage politique romain. Bénéfique pour le PMN qui a vu son audience s'accroître.

Il y a, par delà les différences de style et de ton, une préoccupation commune à tous ces articles, une sorte de fil conducteur : montrer l'actualité et l'opportunité de l'institution monarchique dans une Italie en proie au désespoir et au nihilisme. Je pense bien sûr aux articles spécifiquement politiques sur le socialisme, le capitalisme, le syndicalisme ou encore aux articles élogieux, à juste titre, sur le Roi Umberto II, mais aussi aux articles sur le terrorisme et la drogue (véritable fléau social dont on ne peut estimer l'ampleur en France), et enfin aux articles de Silvia Calandrelli sur le rôle de la famille ou de la femme dans la société italienne : «Il est nécessaire, écrit-elle, que les thèmes de l'avortement, du mariage, du travail, de l'éducation, de la violence sexuelle et de la drogue soit affrontés avec clarté et conviction par les femmes monarchistes qui dès aujourd'hui, doivent commencer à œuvrer sérieusement (ensemble avec les hommes) pour l'alternative institutionnelle».

En guise de conclusion, je voudrais revenir sur une remarque faite récemment par Sergio Leone (réalisateur de «Il était une fois dans l'Ouest» et plus récemment de «Il était une fois en Amérique»). A Craxi qui lui demandait de faire un film sur Garibaldi, le cinéaste aurait répondu par une boutade en disant que son film ne pourrait s'appeler il était une fois l'Italie puisque l'Italie n'existait pas, mais peut-être «il sera une fois l'Italie». Le combat que mènent Fabio Torriero et le PMN permettront sans doute à l'Italie d'exister en restaurant la condition *sine qua non* de son existence : la Monarchie incarnée par Victor-Emmanuel IV et le prince de Venise.

P.L.

«il sera une fois l'italie»

Deux brochures de notre ami Fabio Torriero sont parues il y a peu à Rome.

La première, *De la tradition à la «Révolution tranquille»* est une brillante étude sur la NAR. «Comment réinventer le royalisme, quelle ligne politique suivre, quelle doctrine appliquer; comment affronter la question sociale, comment recréer le consensus autour du Roi, quelle stratégie adopter», en constituent les principaux thèmes. Il s'agit en fait pour lui de montrer le rôle novateur de la N.A.R. et du modèle qu'elle peut représenter pour les autres mouvements monarchistes européens.

La seconde, *La révolution tranquille en Italie* est en fait un recueil d'articles parus dans «Monarchia Oggi» jusqu'en 1983 puis dans «Italia Nuova» (mensuel du Parti Monarchiste National).

Ce «livre-dossier sur le renouveau du mouvement monarchiste italien» (comme le précise le sous-

titre) nous permet tout d'abord de suivre l'itinéraire intellectuel de son auteur et de mesurer le chemin parcouru depuis l'époque où à peine âgé de vingt ans, il écrivait, à propos de sa première rencontre avec Umberto II : «Tu reviendras Roi, c'est notre certitude car les modes passent mais les idées restent; tu reviendras Roi car le tribunal suprême de l'histoire a désormais condamné la République» jusqu'à ce début d'année 84 où il conclut un article en affirmant : «L'important est de nous faire connaître comme force politique sérieuse et de construire à travers nos actions et nos choix une image nouvelle (de la monarchie) qui trop longtemps a été déformée par l'immobilisme, le folklore et l'improvisation qui ont conduit le mouvement monarchiste à avoir pour objectif unique de se servir

de la monarchie au lieu de la servir». Le style a changé et la fougue du jeune militant s'est muée en réalisme mais son dévouement à la cause Royale est resté intact. Voilà pour le clin d'œil que j'adresse à Fabio par-delà les Alpes.

Cependant l'intérêt essentiel de cet ouvrage est de mettre en évidence, a-posteriori, les raisons qui ont poussé Torriero et ses amis du Front Monarchiste de la Jeunesse à quitter l'UMI pour rallier le PMN. En effet à partir du moment où le combat de l'UMI n'était plus politique (restaurer la monarchie) mais nostalgique (rester fidèle à une image, erronée, de la monarchie) l'avenir du mouvement monarchiste italien ne pouvait passer que par une refonte complète des structures de l'association et le cas échéant... une rupture.

S'est alors engagée dans les colonnes de «Monarchia Oggi» une discussion sur l'organisation du mouvement dont Torriero reproduit de larges extraits. Comme souvent en Italie le style y est enlevé et les débats passionnés. La NAR et le Parti Populaire Monarchique portugais, en tant qu'inspirateurs y sont accusés des pires maux ou bien défendus avec talent (je pense évidemment aux articles de Fabio mais aussi à ce-

(1) cf l'article d'A. Spano dans «Royaliste» 402.

Les deux brochures en italien sont en ventes au journal. «La Rivoluzione tranquilla in Italia» (préface de Bertrand Renouvin). Ed. Italia Nuova, franco 32 F. «Delia tradizione alle «Rivoluzione tranquilla», Ed. Thulle.

La Nouvelle Action Royaliste est un mouvement politique fondé en 1971 pour redonner vie à un projet vieux de mille ans qui consiste à réconcilier les Français autour d'une famille qui le représente tous et dont l'histoire est l'histoire de notre pays.

Les royalistes de la N.A.R. estiment que le régime monarchique donnerait de meilleures garanties pour la liberté et la démocratie dans notre pays, permettrait qu'une réforme aussi nécessaire que la décentralisation soit effectivement appliquée en limitant les risques de séparatisme, que les différentes familles politiques puissent se succéder au gouvernement en éliminant le climat de guerre civile provoqué par la division électorale du pays en deux camps opposés, garantirait une représentation internationale de notre pays, saine et prestigieuse au moindre coût et avec la meilleure efficacité.

Si ces raisons et les autres que nous exposons chaque quinzaine dans «royaliste» emportent votre adhésion, rejoignez-nous dans notre combat, demandez à adhérer à la N.A.R.

COMMUNIQUÉ

Nous avons l'honneur de vous informer de la naissance de l'Association des Amis de la Maison de France. Cette association a pour buts de réunir tous ceux qui désirent témoigner de leur affection à la Famille Royale de France, de promouvoir l'action et la pensée du Chef de la Maison de France, de développer le lien affectif entre Celui-ci et la nation française, d'associer l'héritage capétien aux problèmes d'actualité et situer cet héritage historique dans le cadre de la commémoration du Millénaire.

Le Comité d'Honneur provisoire de cette association est composé de MM. Jean-Loup Bernanos, Arnaud Chaffanjon, Dominique Decherf, Bertrand Fessard de Foucault, Michel Herson, René Hostache, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, Philippe de Saint Robert, Jean-Louis Vigier.

Pour tout renseignement, écrire à l'Association des Amis de la Maison de France, B.P. 314 - 75365 Paris Cedex 08.

● DANS LE «GRAND OUEST»

Après la tournée de Bertrand Renouvin dans les différentes régions de l'Est, une série de réunions permettra à nos amis du Grand Ouest de prendre contact avec notre porte-parole.

La préparation de ces nombreuses réunions est centralisée sur Angers et l'on peut obtenir les lieux de réunion et éventuellement proposer son aide à l'organisation (adresses d'amis à inviter, distribution de «mini-tracts» dans les boîtes aux lettres, inspection des kiosques vendant le journal, collecte d'abonnements...) en écrivant à Emmanuel Mousset, 22, rue David d'Angers 49000 Angers.

Bertrand Renouvin ira donc dans les villes suivantes :

— LE MANS, le jeudi 7 juin à 20 h 30 «Trois ans de changement, esquisse d'un bilan», Maison des Associations, 4, rue d'Arcole,

— BORDEAUX, le 14 juin, «L'Europe, quel enjeu ? Quelles solutions ?»

— NANTES, le 21 juin, «Le bilan de trois ans de «socialisme» à la lumière des résultats des élections européennes»,

— TOURS, le 28 juin, «La querelle scolaire, faute majeure du régime?».

Au-delà des thèmes particuliers annoncés ci-dessus ces réunions ont surtout pour but de donner une information la plus complète possible sur la N.A.R., ses buts généraux, ses objectifs à court terme.

Ces réunions sont suivies d'un dîner amical pour ceux qui souhaitent prolonger la discussion (inscription préalable obligatoire).

● ANGERS. D'autre part, la section d'Angers nous annonce la parution du dernier numéro du «Lys d'Anjou». Pour tout savoir sur les activités de la N.A.R. dans l'Ouest. Numéro spécimen sur simple demande à Xavier Perrodeau, BP 253 - 49002 Angers Cedex.

● LIMOGES. Un colloque historique sur Hugues Capet sera organisé à Limoges le 6 octobre prochain. Pour tout renseignement, écrire à Laurent Bourdelas, 36, rue du 19 mars 1962, 87100 Limoges.

On pourra obtenir en écrivant à la même adresse le dernier numéro du bulletin «Le Recours», organe de la NAR du Limousin.

● PARIS MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis soir une conférence-débat est organisée pour nos lecteurs. Entrée libre. 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris (4e étage), métro Bourse ou Palais-Royal.

6 Juin - Edgar MORIN - L'intérêt de la pensée et des analyses d'Edgar Morin a déjà, à plusieurs reprises, été souligné dans «Royaliste». Mais c'est la première fois qu'il viendra à nos «mercredis». A l'occasion de la parution de son dernier ouvrage «le rose et le noir», il se livrera au feu de nos questions sur l'ensemble de sa réflexion et de son œuvre.

13 Juin - Pierre BOUTANG - «Maurras fut et reste, presque totalement, la matière de ma vie». Cette simple phrase extraite du «prélude» du monumental «Maurras» que vient de publier notre ami suffit à expliquer la raison de ce livre. Pierre Boutang viendra nous présenter «cette destinée et cette œuvre» à bien des égards exceptionnelles.

20 Juin - Albert JACQUARD et Jean-Pierre DUPUY - Le professeur Albert Jacquard viendra présenter son dernier livre «Inventer l'homme». A partir de cette présentation s'engagera un débat avec Jean-Pierre Dupuy, chercheur au CNRS, sur le thème «La science face au racisme». Cette soirée exceptionnelle à ne pas manquer, marquera la fin des mercredis de la N.A.R. pour cette année.

Les conférences des mercredis sont ouvertes aux lecteurs de «Royaliste», elles ont lieu à 20 h précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure) et sont suivies d'un buffet chaud (participation aux frais : 15 F).

Les adhérents de la N.A.R. à Paris ont reçu un questionnaire sur les activités qu'ils envisageaient d'entreprendre pour apporter un soutien concret à notre action sur Paris. Trop nombreux sont ceux qui n'ont pas encore répondu. Alors à vos plumes, ou bien téléphonez-nous pour toute offre de service.

● SESSION ETUDIANTE

Le samedi 30 juin et le dimanche 1er juillet se tiendra la session des jeunes royalistes. Ouverte aux jeunes, lycéens, étudiants ou travailleurs, elle permet à chacun de mieux comprendre les raisons de notre combat royaliste, par l'intermédiaire de conférences-débats tout au long de ces deux journées. Que vous soyez simple lecteur, sympathisant ou militant, cette session vous concerne, vous devez y venir. Cette réunion sera animée par Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc. Que les néophytes ne s'inquiètent pas, la détente sera aussi au rendez-vous de cette manifestation, ils n'en partiront pas trop enrhumés ou fumeux, ceux qui assistaient aux sessions de Montgeron et de Ligny-le-Ribault s'en souviennent et vous le diront. La conclusion s'impose, vous serez tous présents le 30 juin et le 1er juillet.

● SESSION DE FORMATION DES ANIMATEURS. Les animateurs et futurs animateurs des cellules et sections de la N.A.R. seront invités à une session de formation, les 8 et 9 septembre en Bretagne. Réservez cette date.

● EDITIONS DU «LYS ROUGE»

Le livre de Fessard de Foucault «Maurras et le socialisme» est désormais en souscription au prix de 80 F (après parution à la fin de l'été 1984 les exemplaires encore disponibles seront vendus 120 F + port). Merci de souscrire dès aujourd'hui en envoyant par retour du courrier un chèque de 80 F à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris afin de nous permettre de fixer le tirage en fonction du nombre des commandes.

Sont encore disponibles les ouvrages récemment édités de B. Renouvin («Ch. Maurras, l'Action française et la question sociale» - 106 F franco) et de Olivier Lespès «Une révolution dans le royalisme, histoire de la N.A.R.» - 76 F franco).

Le numéro 19 du trimestriel «Le Lys Rouge» paraîtra au cours du mois de juin. Au sommaire : Le livre de presse de «L'Enquête sur le Procès du Roi Louis XVI - la suite de l'étude d'A. Fabre sur la nouvelle citoyenneté - petites nouvelles du monarchisme à travers le monde - une «nouvelle Henriade». Prix franco 12 F à l'ordre de «Royaliste».

royaliste

SOMMAIRE

- L'église au sein de la société p. 2
- Les élections européennes p. 3
- Le commerce extérieur p. 4
- K. Lévitine p. 5
- Pourquoi le racisme ? pp. 6-7
- Le Maurras de Boutang p. 8
- Vous avez-dit Belges ? p. 9
- Le comte de Clermont en Louisiane p. 10
- Il sera une fois l'Italie p. 10
- Action royaliste p. 11
- Editorial p. 12

Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais,
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an 145 F, de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

une faillite

La paix scolaire, nous l'avons espérée tout au long du dialogue interrompu de façon si surprenante et brutale le 22 mai dernier. Cette paix, nous la désirions pour elle-même, parce que rien n'est plus stupide que cet affrontement mené au nom d'une doctrine archaïque et illusoire, dans l'oubli de la véritable crise de l'enseignement français. Cette paix, nous la voulions pour le pays tout entier, puisque la question de l'école est une des conditions essentielles de son unité, toujours fragile et si régulièrement compromise.

Cet espoir n'était pas vain. Les responsables de l'enseignement libre et les évêques de France, loin de condamner *a priori* le pouvoir socialiste, offraient, par leur volonté de négociation et par leur reconnaissance du caractère arbitral de l'Etat, une occasion historique d'établir le principe du pluralisme scolaire et de garantir ses modalités. Le Président de la République et son gouvernement, de leur côté, semblaient décidés à trouver le «point d'équilibre» qui permettrait d'apaiser les esprits. Contre les extrémistes des deux camps, contre les partis politiques de droite et de gauche ravis de pouvoir mobiliser leurs troupes sur cette question passionnelle, nous avons dit et répété que l'accord était possible, que la chance devait être saisie, et qu'elle pouvait l'être mieux encore après l'excellent discours prononcé par le Cardinal Lustiger à Versailles.

TANT DE FAUTES...

Dans la soirée du 22 mai, cette chance si clairement offerte a été refusée par le Premier Ministre. En acceptant qu'une loi déjà contestable soit aggravée par des amendements présentés par les plus intolérants des socialistes, le gouvernement, malheureusement soutenu par le Président de la République, a failli à sa tâche. Faillir est bien le verbe qui convient, dans tous les sens énumérés par le dictionnaire. Le but n'est pas atteint, le gouvernement manque à l'honnêteté en faisant passer des amendements qui n'ont pas été négociés, il se trompe sur les intentions des représentants de l'enseignement libre, il cède à un groupe de pression, et s'expose ainsi à une faillite politique par accumulation de fautes pourtant évitables.

Tant de fautes en effet, qu'il faut souligner avec l'espoir, aujourd'hui très tenu, qu'elles pourront être effacées. La

première faute, politique, comporte trois aspects. En prenant la titularisation comme critère du financement ultérieur des établissements privés, le pouvoir porte atteinte au principe de la liberté d'enseignement et enclenche une mécanique d'intégration par la menace. En décidant d'inscrire dans la loi des conditions restrictives et finalement étouffantes pour la liberté d'enseignement, le pouvoir se situe dans la logique de revanche voulue par le clan laïc et contredit l'idée d'unité qu'il prétend exprimer. En prévoyant une révision du régime des établissements privés au bout de huit ans, le pouvoir avoue que sa loi scolaire n'est qu'une simple «trêve», comme l'a dit P. Mauroy, et que la guerre en fait rallumée se prolongera pendant des années.

La seconde faute concerne la méthode. Quand un gouvernement négocie pendant deux ans, quand il déclare rechercher un compromis et un point d'équilibre, il ne peut, sous peine d'incohérence et de scandale, remettre en cause ce qui avait été discuté et acquis. Le résultat est un «beau gâchis», de considérables «dégâts» (2) et la colère justifiée de tous ceux qui, ayant voulu l'accord, se sentent bernés.

La troisième faute est d'ordre stratégique. En portant délibérément atteinte au principe de liberté, en ruinant l'esprit de négociation, le pouvoir a rendu inévitable la manifestation parisienne du 24 juin et coalisé contre lui des éléments hétérogènes : partis de droite ravis de l'aubaine et partisans de l'école libre, mais aussi, parmi ces derniers, les tendances dures et modérées qui s'affrontaient depuis des mois. Tous désormais se rassemblent pour préparer une manifestation d'une ampleur exceptionnelle, contre un pouvoir qui a créé les conditions de la colère, stimulé des haines latentes, et peut-être préparé ce «climat d'insurrection» redouté par Pierre Daniel (2).

LES MAUVAISES RAISONS

Comment en est-on arrivé là ? Pour justifier son attitude, M. Mauroy a prétendu que la manifestation parisienne de l'UNAPEL était décidée avant le débat parlementaire. Ce qui est évidemment faux. Chacun sait que Pierre Daniel refusait depuis deux ans de l'organiser à cause des débordements et des récupérations politiques possibles. Persévérant dans son illusion, le Premier Ministre a



par
bertrand
renouvin

dénoncé le caractère droitiste de la manifestation. Comme si les partisans de l'enseignement libre (71% des Français) ne se recrutaient que dans l'opposition. Comme si l'UNAPEL n'avait cessé de tenir les partis de droite à bonne distance pour préserver son autonomie dans la négociation et dans l'action. Comme si les évêques et les responsables de l'UNAPEL n'étaient pas exposés, depuis plusieurs mois, aux manœuvres, aux pressions et même au chantage de ceux qui recherchent l'affrontement avec la gauche.

Les raisons tactiques et politiques avancées par le pouvoir ne tiennent pas. Restent les motifs psychologiques et historiques qui peuvent, seuls, expliquer une attitude aussi indéfendable. Il y a cette conviction étrange, chez le Président de la République, d'une agression perpétrée sous la Vème République contre la laïcité et, partant, d'un équilibre à rétablir, non entre les forces présentes, mais par rapport à l'histoire. Cette conviction - tout à fait contestable quand on songe à l'effort accompli depuis 1958 en faveur de l'enseignement public - a déplacé l'enjeu sans que cela soit dit, et poussé, les manifestations d'Angers aidant, à cette rupture inacceptable.

Inacceptable en effet, mais peut être pas définitive. Grâce à la fermeté et à la sagesse de son président, l'UNAPEL montre déjà qu'elle veut conserver l'entier contrôle de la manifestation du 24 juin. Grâce à Pierre Daniel, grâce au maire de Paris, qui redoute lui aussi cette journée, et de façon plus sûre encore si le cardinal Lustiger accepte de parler à nouveau, le pire peut être évité dans la rue. Il peut l'être aussi le plan législatif, comme l'espère le président de l'UNAPEL, si le gouvernement revient sur ses amendements devant le Sénat - sans oublier l'intervention possible du Conseil Constitutionnel. Le pire, dans la nation, peut enfin être évité si le Président de la République décide de se libérer du poids de son passé militant, par souci de l'unité actuelle et de l'arbitrage vrai.

Bertrand RENOUVIN

(1) Les termes sont de Guy Claisse dans «Le Matin», du 24 mai.

(2) «Le Monde» du 26 mai.